

préconiserait le séparatisme au Canada, surtout par des moyens violents. Nous exercerions sûrement des pressions pour que les gouvernement de ce pays ne soutienne ou ne paraisse soutenir pareilles activités, de quelque façon que ce soit.

Monsieur le Président, la communauté sikh a une longue histoire au Canada. Sa contribution dans la société canadienne a été éminente. Comme je l'ai dit à la Chambre le 3 mars: "La Chambre sait que l'immense majorité des Canadiens d'origine sikh sont des citoyens au-dessus de tout soupçon qui essaient d'élever leurs familles dans la paix et dans la liberté". Le gouvernement a le devoir des les aider à atteindre ces objectifs.

J'ai eu l'honneur de visiter des temples sikhs à Toronto. J'ai rencontré des représentants de la collectivité sikh d'un bout à l'autre du Canada. J'ai également célébré avec eux la richesse des traditions sikhs, tellement plus florissantes lorsque ceux qui s'en réclament ont la liberté de pratiquer leur religion en paix. J'ai également eu le triste devoir, comme je l'ai déjà dit à la Chambre, de dédier en juin 1986 dans la baie de Dunmanus, en Irlande, un monument à la mémoire des victimes de la tragédie d'Air India qui, dans bien des cas, étaient des Canadiens d'origine sikh.

Comme je l'ai déclaré à la Chambre le 3 mars, "La Chambre sait que l'immense majorité des Canadiens d'origine sikh sont des citoyens au-dessus de tout soupçon qui essaient d'élever leurs familles dans la paix et la liberté". Le gouvernement a le devoir d'aider les Canadiens dans leurs efforts en ce sens.

Cependant, il faut voir les choses bien en face. Les activités d'une petite minorité militante de la collectivité sikh représente à l'heure actuelle pour le Canada la plus grave menace à la sécurité intérieure. Il est indéniable que cette minorité cherche à morceler un pays ami, par des moyens pacifiques ou violents. Mon collègue le député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour) a demandé l'autre jour s'il n'y avait pas de différence entre la World Sikh Organization et les deux autres organisations. Effectivement, il y en a une, mais les statuts de la World Sikh Organization précisent clairement que l'un de ses objectifs consiste à "favoriser par des voies pacifiques la création d'un État sikh, le Khalistan". L'adoption de ces status a donné lieu à un débat houleux au sein de la World Sikh Organization. Ses membres n'ignoraient pas que leur décision susciterait la controverse et, du fait de cette décision, leurs objectifs sont incompatibles avec la politique canadienne.